Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal • **www.quartierlibre.ca**

Volume 26 • n° 9 • **30 janvier 2019**

Robots à l'UdeM

L'enseignement du futur

p. 10

Fentanyl

Une trousse à la rescousse

p. 11

Cannabis

Le marché noir persiste

p. 15

TUM

Le théâtre dans sa bulle

p. 17

Dossier
Santé mentale
Exprimer son mal-être par l'art

pages 4 à 6

La couleur des maux

CAMPUS | **ENVIRONNEMENT**

MOBILISÉS POUR LA PLANÈTE

Des étudiants ont récemment créé le comité La planète s'invite à l'UdeM. Dans l'esprit du mouvement citoyen La planète s'invite au Parlement, des membres du Comité environnement du Département d'anthropologie, Anthropo-saine, lancent un appel à la mobilisation étudiante.

PAR EMMA GUERRERO DUFOUR

La marche organisée par La planète s'invite au Parlement a réuni près de 50 000 personnes le 10 novembre 2018 à Montréal, selon les organisateurs.

Photo : Pixhere.com

« *Le principal objectif est de désinvestir l'Université de sa dépendance au pétrole et aux hydrocarbures* », explique l'étudiante au baccalauréat en anthropologie et membre du comité Anthropo-saine, Anne-Sophie Gignac.

> *On ne veut pas étudier dans un monde dont l'avenir est incertain.* »
>
> **Anne-Sophie Gignac**
> Étudiante en anthropologie et membre du comité Anthropo-saine

Une première réunion, qui s'est tenue le 16 janvier 2019 au café Anthropologie du pavillon Lionel-Groulx, a rassemblé des étudiants et étudiantes autour de la création d'un comité de mobilisation pour l'environnement. *« C'est directement en lien avec le fait qu'on ne veut pas étudier dans un monde dont l'avenir est incertain*, ajoute-t-elle. *Il y a la possibilité de proposer une grève et de faire des ateliers pour sensibiliser et instruire.»*

Elle précise que le comité en est encore à ses débuts. *« L'objectif est de suivre le mouvement de La planète s'invite au Parlement, en créant un comité de l'UdeM pour faire des revendications à l'échelle étudiante »*, note-t-elle.

Le porte-parole du mouvement et coordonnateur de La planète s'invite au Parlement-Montréal, François Geoffroy, également professeur de littérature au cégep de Montmorency, était présent à la rencontre. *« On va chercher tous les appuis possibles*, précise-t-il. [...] *C'est essentiel, à ce stade-ci, de tisser un réseau de mobilisation citoyenne fort. C'est sûr qu'on veut voir le mouvement grandir. »*

Passer à l'action

L'urgence climatique, une COP24 (conférence internationale sur le climat) décevante et l'inaction du gouvernement provincial en matière d'environnement sont citées comme autant de raisons de se mobiliser sur la page Facebook de l'évènement. Parmi les autres raisons évoquées se trouvent notamment les projets pétroliers du gouvernement fédéral et leurs effets sur les populations locales et autochtones, ainsi que les investissements de l'administration de l'UdeM dans les hydrocarbures. *« Les étudiant.e.s de l'UdeM doivent organiser un mouvement de contestation »*, peut-on notamment lire sur leur page.

Des membres d'Anthropo-saine, d'UdeM Sans pétrole, d'Éco-Leaders, du Comité des Affaires internationales de l'UdeM (CAIUM), des services aux étudiants autochtones ainsi que de diverses associations étudiantes membres de la FAÉCUM étaient présents à la première réunion du comité embryonnaire.

SOCIÉTÉ | **FAUSSES INFORMATIONS**

ÉVITER LE PIÈGE

Les ainés, habitués aux médias traditionnels, partagent sept fois plus de nouvelles erronées que les jeunes, selon une récente étude*. À la recherche de conseils pour nos grands-parents, *Quartier Libre* a rencontré le chargé de cours au Département de communication de l'UdeM Vincent Denault, qui est spécialiste des fausses informations scientifiques.

PAR JULIA PONTE

Vérifier la référence

Pour identifier une fausse information, il est nécessaire de pouvoir distinguer une opinion d'un fait, selon le chargé de cours. Il conseille en premier lieu de vérifier s'il y a une source, et ce, d'autant plus si le sujet suscite une réaction émotive. *« Une personne non capable de vérifier l'information est une personne pouvant être davantage manipulée »,* explique M. Denault.

Selon lui, la fausse information est un enjeu très proche de la question de la démocratie. *« Si les gens sont mal informés, qu'on arrive à leur faire croire n'importe quoi, alors il est possible de leur faire faire n'importe quoi »,* prévient-il.

Lire la source

Vérifier l'existence d'une source n'est pas suffisant, selon lui. *« Cela arrive que des gens mettent de l'avant ce qui n'est pas scientifique en voulant le faire passer pour scientifique,* ajoute-t-il. *Il faut alors aller lire la source. »* Le chargé de cours insiste sur le fait qu'une affirmation extraordinaire mérite une preuve à sa hauteur.

Il constate qu'il est courant d'utiliser des termes scientifiques pour vendre des produits. *« Il y a comme une aura de confiance, de crédibilité, d'efficacité associée à la science*, relève-t-il. *Dès qu'une publication est annoncée comme scientifique, il doit y avoir la source à la fin de l'article. »*

Développer son esprit critique

« Il faut être conscient que ce n'est pas parce qu'une chose existe depuis longtemps ni parce que quelqu'un d'important l'utilise que cela fonctionne forcément », commente M. Denault. Il soutient également qu'une information corroborée par une seule source devrait susciter la méfiance.

Il invite également les gens à faire attention aux algorithmes. *« Dépendamment de nos interactions sur les médias sociaux, on peut être* feedé *avec beaucoup d'informations qui nous ressemblent »*, explique-t-il. Cela peut mener à être conforté dans ses idées et à devenir intolérant, selon lui.

Faire le juste milieu

« Il ne faut pas douter de tout non plus, nuance M. Denault. *Si croire en tout est problématique, croire en rien l'est aussi. »* Il conclut qu'il faut entretenir un doute raisonnable.

* Andrew Guess, Jonathan Nagler, Joshua Tucker, *« Less than you think : Prevalence and Predictors of Fake News Dissemination on Facebook »*, *Science Advances*, vol. 5, nº 1, 9 janvier 2019.

L'étude s'est intéressée aux partages sur les médias sociaux de 1200 personnes durant la campagne électorale américaine de 2016.

Photo : Pixhere.com

ÉDITO

BRISER LES TABOUS

PAR THOMAS MARTIN

Le service de consultation psychologique de l'UdeM est débordé. Il est vrai qu'avec 3 650 consultations supplémentaires en un an, ça peut se comprendre (p. 4-5). Concrètement, c'est une attente de 16 semaines pour les étudiants dont les cas sont jugés non urgents.

Mais comment expliquer une hausse aussi importante ? Il y a des tas de raisons à cela, mais une a retenu mon attention.

Dépénaliser oui, sensibiliser aussi

La légalisation du cannabis a fait une entrée fracassante dans la province en octobre dernier. Les lieux de vente ont été pris d'assaut et les services ont été débordés par cette affluence. Un peu comme le service de consultation de l'UdeM, finalement.

En 2017, des chercheurs du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) mettaient en lumière la corrélation entre une consommation soutenue de cannabis et l'évolution de troubles psychotiques*.

Sans diaboliser le *pot*, il est évident qu'il n'est pas à mettre entre toutes les mains. Les personnes avec des prédispositions à la psychose sont, par exemple, plus à risque. *« Il y a une sous-estimation, voire une banalisation de la dangerosité de la consommation du cannabis en matière de maladie mentale »*, soutenait la professeure du Département de psychiatrie de l'UdeM, Amal Abdel-Baki, auteure de l'étude à l'époque.

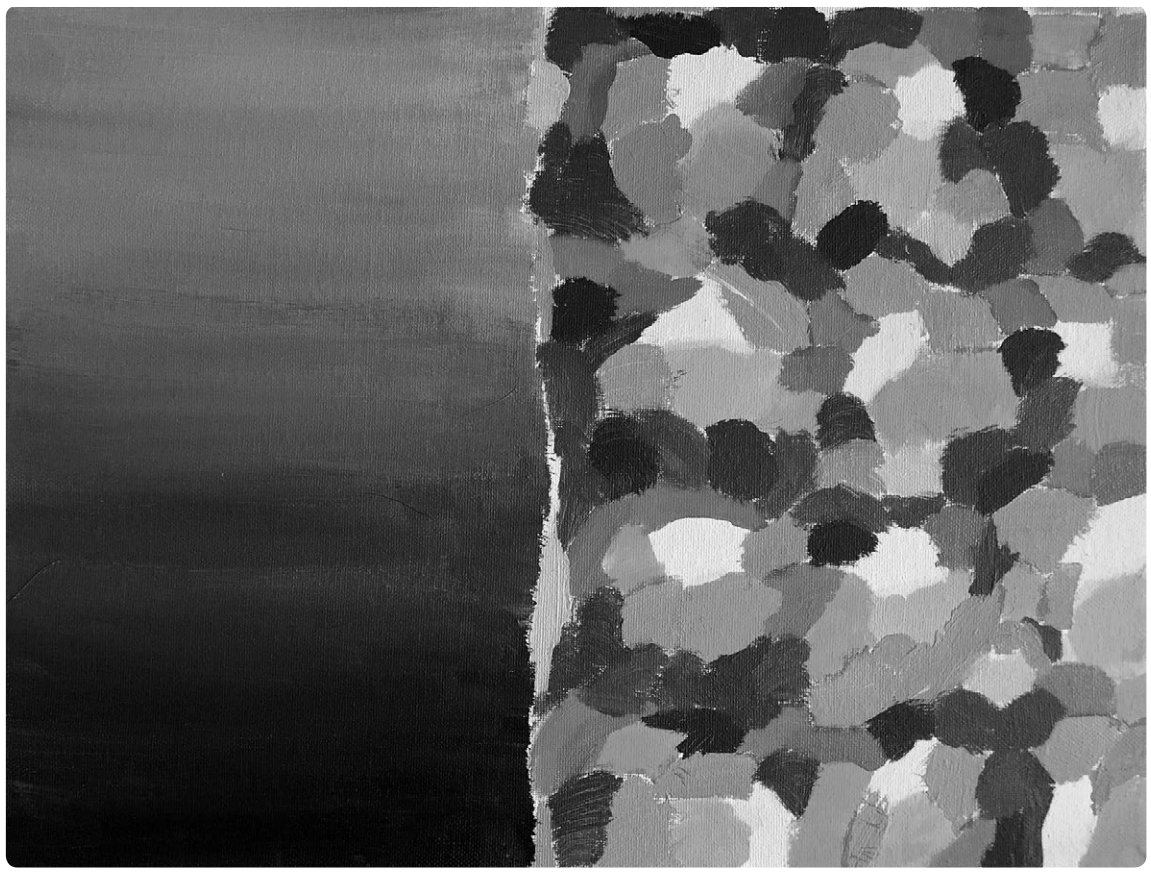


Photo : Pauline Noiseau

Tableau de Pauline Noiseau présenté lors de la campagne « Mon bien-être en art » qui aborde les problèmes de santé mentale à l'université.

Alors oui, la légalisation est une avancée sociétale en matière de droits et libertés individuels, mais elle doit s'accompagner d'une sensibilisation aux problèmes que le cannabis peut engendrer. Il est temps de trouver des solutions pour éviter aux étudiants d'attendre plusieurs mois une consultation.

En comparaison, le fentanyl c'est la mort instantanée. Une étreinte soudaine qui choque par sa virulence. Pour mettre fin à l'hécatombe, des formations sont données par des associations ou dans certains cours universitaires (p. 11). Lorsque l'on fume du cannabis, la maladie mentale met plus de temps à se déclarer. Elle s'installe doucement, sur le long terme, mais n'en est pas moins dangereuse. Alors pourquoi n'offre-t-on pas de formations pour la contrer ?

Des efforts à faire

L'art pour exprimer son mal-être. Une solution parmi d'autres pour faire avancer la cause en évoquant les problèmes du quotidien par le biais de la poésie ou de la peinture par exemple (p. 6). Tous les moyens sont bons pour s'ouvrir à des problématiques qui restent taboues dans nos sociétés.

La maladie mentale, on veut bien l'évoquer avec son cercle (très) proche, mais pas question d'en parler publiquement. Aucun des étudiants interrogés dans l'article n'a souhaité dévoiler son identité. Sûrement par peur du jugement et de la stigmatisation. À la vue des chiffres évoqués en introduction, les étudiants ont plus facilement le réflexe de consulter, mais pas encore d'en parler ouvertement.

En effet, comme le martèle Robin Williams à un Matt Damon torturé dans une scène marquante du film *Le Destin de Will Hunting* : *« Ce n'est pas de ta faute. »* Il faut arrêter de se sentir coupable et honteux et comprendre que l'on ne provoque pas les maladies mentales mais qu'il s'agit souvent de prédispositions génétiques**.

Il faut donc libérer la parole… et les poils ! Une autre forme de tabou qui règne sur nos sociétés occidentales depuis trop longtemps au goût de certaines étudiantes. Sauf qu'ici, la contestation (principalement féminine) prend une tournure politique, même sans le vouloir (p. 13). En ne cadrant pas avec les normes esthétiques en vigueur, celles qui font le choix de ne plus se raser adoptent une attitude politisée et souvent associée au féminisme. Et si c'était simplement une autre façon de voir les choses, sans chercher à choquer l'opinion publique ?

* nouvelles.umontreal.ca, « Effet du cannabis sur l'évolution des troubles psychotiques », 11 juillet 2017.

** livescience.com, « Anxious Brains Are Inherited, Study Finds », 8 juillet 2015.

Prochaines réunions de production : les mercredis 30 janvier et 13 février à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

RÉDACTEUR EN CHEF
Thomas Martin
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTION
CAMPUS
Marianne Castelan
campus@quartierlibre.ca
SOCIÉTÉ
Zacharie Routhier
societe@quartierlibre.ca
CULTURE
Romeo Mocafico
culture@quartierlibre.ca

PHOTO DE LA UNE
Benjamin Parinaud

Édouard Ampuy, Lou Curien , Jean-Baptiste Demouy, Emma Guerrero Dufour, Félix Mihigo, Céline Mimault, Charlotte Morand, Julia Ponte, Paul Rothé, Anna-Luna Rossi , Florentin Roy, Karina Sanchez, Jamila Taleb, Cédric Thévenin

CORRECTEURS
Gaëlle Varnier-Brunet
Alejandra Rojas

RÉVISEUR
Julien Besse

PHOTOGRAPHE
Benjamin Parinaud

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari
directeur@quartierlibre.ca

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

PUBLICITÉ
Accès-Média accesmedia.com

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Tirage de 6 000 exemplaires.

ADRESSE :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8
DÉPÔT LÉGAL :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
4 février 2019
PROCHAINE PARUTION
13 février 2019

Photo : Benjamin Parinaud

DOSSIER | **SANTÉ MENTALE**

L'ATTENTE

La demande en soutien psychologique à l'UdeM dépasse considérablement les ressources du Centre de santé et de consultation psychologique (CSCP), selon son coordonnateur clinique, Daniel Moisan. Pour y remédier, différents acteurs de la communauté universitaire élaborent de nouvelles solutions afin d'améliorer la santé mentale des étudiants.

PAR CÉDRIC THÉVENIN

9 h 15, vendredi 18 janvier. La musique d'attente du standard téléphonique du CSCP de l'UdeM tourne en boucle depuis l'heure d'ouverture des services. La secrétaire décroche, impossible de prendre un rendez-vous. Un quart d'heure après l'ouverture du secrétariat, toutes les consultations en psychologie ont déjà été attribuées pour la semaine suivante.

« La demande [de soutien psychologique] *surpasse largement les ressources* [de l'UdeM], déplore le coordonnateur clinique du CSCP. *Ce n'est malheureusement pas nouveau. »* M. Moisan explique que les étudiants qui passent la première entrevue sont évalués. *« On va prioriser certains cas, mais après cette première entrevue»*, souligne-t-il.

La directrice du CSCP, Virginie Allard-Cameus, compte, en ce moment, une trentaine de séances d'évaluation par semaine. *« Les délais* [pour une psychothérapie après la première entrevue] *sont autour de seize semaines présentement pour les cas non urgents »,* détaille-t-elle. Elle affirme toutefois qu'un étudiant suicidaire ou incapable de se rendre à ses cours, par exemple, obtient un rendez-vous rapidement. Un service de garde se tient pour les cas graves deux fois par jour, du lundi au vendredi, à 11 h et 15 h 30.

Avis mitigés

« Pour le premier rendez-vous, c'était très accessible et très rapide », commente l'étudiante en échange Julie[1]. Elle attend la date de sa prochaine entrevue, qui se tiendra d'ici deux à quatre mois, selon elle. *« Je comprends qu'il y ait un si grand temps d'attente »,* dit-elle. Elle se déclare néanmoins assez satisfaite. Elle confie avoir pris du temps avant d'oser effectuer sa démarche auprès du CSCP et souhaiter une réponse le plus rapidement possible.

Un étudiant[2] en première année au baccalauréat en démographie et statistique témoigne avoir effectué sa première consultation en décembre, après avoir appelé en octobre. *« Ce n'était pas urgent,* admet-il. *Je suis un peu frustré, mais ce n'est pas si grave. »* Le jeune homme attend toujours un retour à propos de sa première entrevue.

« On travaille assez avec le CSCP sur ce dossier, raconte le secrétaire général de la FAÉCUM, Matis Allali. *On leur rappelle qu'il y a un certain problème. »* La fédération a dressé en 2016 un constat préoccupant concernant la santé mentale des étudiants de l'UdeM (voir encadré).

3 650 consultations supplémentaires

« On fait notre possible, on travaille fort », assure la directrice du CSCP. Elle ajoute que depuis son arrivée en poste il y a deux ans et demi, les Services aux étudiants (SAÉ) et la direction de l'UdeM ont toujours fait preuve de sensibilité à ses demandes de ressources supplémentaires. Le CSCP a donné 3 650 consultations de plus au cours de la précédente année scolaire qu'il y a deux ans. *« On est à pleine capacité »,* observe Mme Allard-Cameus. Selon elle, une offre de services plus grande exigerait des locaux supplémentaires.

« La FAÉCUM fait [de la santé mentale] *une priorité, l'UdeM en fait une priorité*, insiste Matis. *On sent une volonté des institutions et des associations. »* Il révèle que la FAÉCUM, en collaboration avec le CSCP, réalisera une campagne d'affichage et mettra en ligne un site Internet consacré à la santé psychologique sur le campus le 4 février prochain. Il déclare aussi que la fédération travaille avec le CSCP à la mise en place d'une ligne de soutien téléphonique ouverte en tout temps pour l'automne 2019.

Une volonté d'agir

« Nous sommes toujours plus rapides que le système de santé publique », rappelle la directrice du CSCP, en référence aux services de psychologie proposés dans les centres locaux de services communautaires (CLSC). Les étudiants de l'UdeM peuvent aussi se tour-

SANTÉ PSYCHOLOGIQUE ÉTUDIANTE

10 217 personnes ont répondu à l'Enquête sur la santé psychologique étudiante de la FAÉCUM*. 22 % des étudiants rapportaient des symptômes dépressifs suffisamment graves pour être pris en charge par un traitement psycholoique ou médical. Ils étaient 7,8 % à avoir sérieusement songé à s'enlever la vie et 1,2 % à avoir fait une tentative de suicide.

*Enquête sur la santé psychologique étudiante, 5 octobre 2016, faecum.qc.ca

Photo : Benjamin Parinaud

« On est à pleine capacité. »

Virginie Allard-Cameus
Directrice du CSCP

nervers les cabinets de psychologues privés, certains d'entre eux proposant parfois des tarifs spéciaux s'élevant à 80 $. L'assurance santé des étudiants (ASEQ) prend en charge jusqu'à 80 $ par visite d'un membre de l'Ordre des psychologues du Québec, pour un maximum de 800 $ pendant la période de couverture. En cas de danger immédiat pour eux-mêmes ou pour les autres, les étudiants peuvent appeler le 911.

Un filet de sécurité développé

« Il ne faut pas juste regarder l'offre de consultations, insiste la directrice du CSCP. *On a essayé de travailler le filet de sécurité. »* Les employés du centre proposent des formations de « pairs aidant » dans les Facultés de droit, de sciences infirmières et de médecine. Les pairs aidant sont des étudiants à l'écoute, capables d'orienter d'autres étudiants vers des ressources adaptées. Le CSCP a aussi mis en place un réseau de bientôt cent « employés sentinelles », soit des membres du personnel capables de repérer les signes de détresse psychologique et de diriger les étudiants vers des professionnels. Enfin, il participe à des projets qui favorisent le bien-être comme le Défi soi, la Communauté bien-être ou des ateliers de méditation.

« Il est très difficile de mesurer l'efficacité des offres alternatives [aux consultations du CSCP] *»*, admet Matis. La FAÉCUM prévoit de conduire une nouvelle étude sur la santé mentale des étudiants de l'UdeM, si possible d'ici un ou deux ans.

1. L'étudiante souhaite rester anonyme.
2. L'intervenant souhaite rester anonyme.

LES **DÉLAIS** À L'UQAM ET MCGILL

Le service des communications de l'UQAM annonce un délai d'attente moyen pour un premier rendez-vous en psychologie allant de une à deux semaines et jusqu'à trois à quatre semaines en période de pointe. Contrairement à l'UdeM, l'UQAM ne propose pas de psychothérapie, seulement un soutien ponctuel pouvant aller jusqu'à trois consultations. Elle a aussi mis en place des plages de consultation rapide.

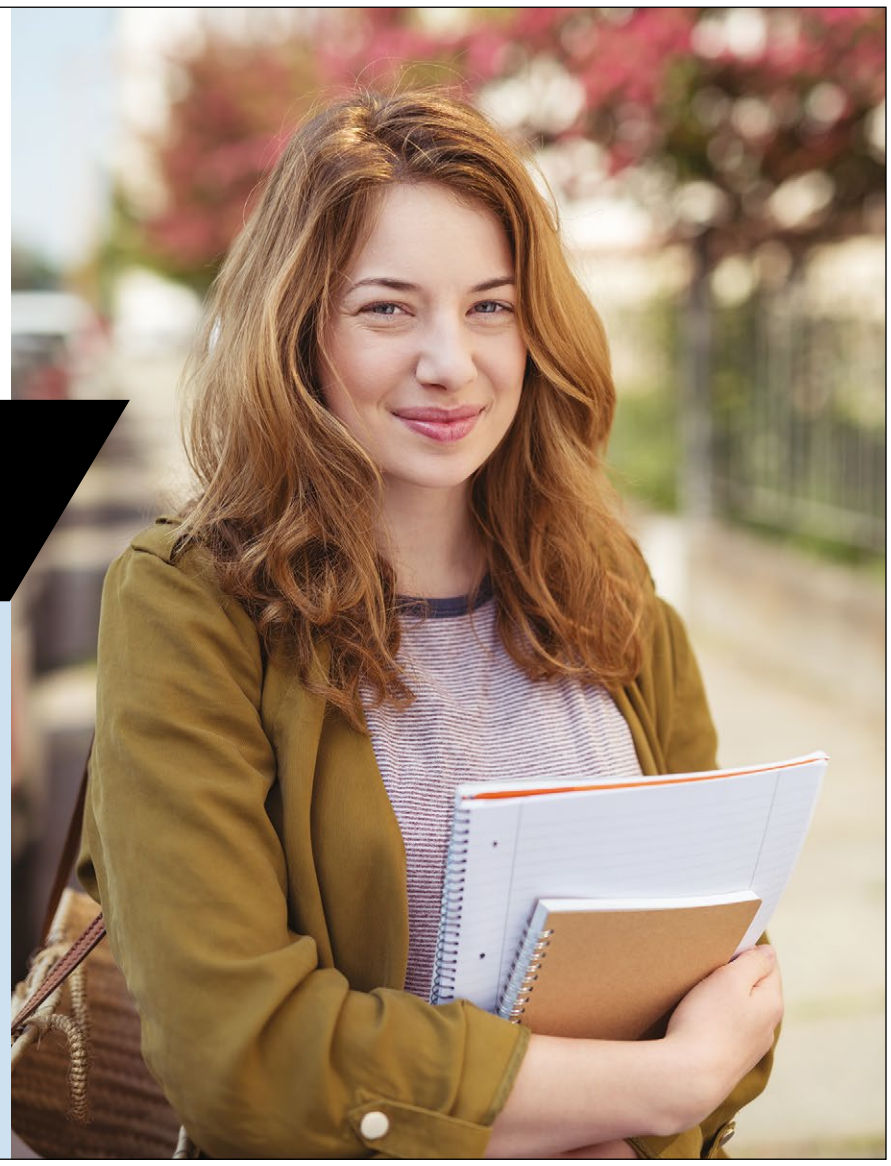
L'Université McGill, par l'entremise de son service des communications, annonce un temps d'attente de trois à cinq semaines pour avoir accès à son service de soutien psychologique sur rendez-vous. La psychothérapie offerte est de courte durée. Le conseiller la détermine selon les besoins de l'étudiant, d'après le service des communications. L'Université McGill propose aussi un service de soutien du lundi au vendredi, selon la formule du premier arrivé, premier servi.

UNE AUTRE FAÇON
DE GRANDIR.

La maîtrise en éthique, c'est réfléchir aux enjeux pour éclairer nos choix collectifs.

- Programme multidisciplinaire privilégiant un équilibre entre la dimension théorique et la dimension pratique de l'éthique.
- Formation ouverte aux diplômés de toutes les disciplines sans propédeutique.
- Disponibilité remarquable de la part des professeurs.
- Offert à temps complet et à temps partiel, aux campus de Rimouski et de Lévis.

UQAR
Rimouski | Lévis



CRÉER POUR SENSIBILISER

La Société féminismes et philosophies à l'UdeM (SoFéPUM) cherche à sensibiliser les étudiants au bien-être psychologique avec la campagne Mon bien-être en art. Les participants sont invités à produire des créations artistiques pour exprimer leur mal-être à l'Université. Les œuvres seront exposées en février au Département de philosophie.

PAR ANNA-LUNA ROSSI

Pour la coordonnatrice de la SoFéPUM, Pauline Noiseau, l'art est un moyen de surpasser la limite du discours. *« C'est une manière de changer le paradigme de la santé psychologique qui est souvent axé sur les mots, alors qu'il existe d'autres moyens de s'exprimer »,* confie l'initiatrice de l'évènement.

Un hiver créatif

Dans le cadre de l'exposition, l'étudiante en kinésiologie Lætitia Bene présente quatre poèmes portant sur l'anxiété ressentie au cours des études. Elle a choisi l'écriture comme moyen d'expression artistique, car il s'agit, selon elle, d'une technique à laquelle tous peuvent s'identifier. *« Les mots ne se perdent pas, contrairement aux autres formes d'art, car l'acte de parler est quotidien »,* ajoute-t-elle.

> *« Notre souhait est de briser le tabou subsistant autour du sujet de la santé mentale en permettant aux étudiants de s'exprimer à partir d'un objet artistique.»*
>
> **Pauline Noiseau**
> Coordonnatrice de la SoFéPUM

Illustration : Dina Husseini

L'œuvre de Dina Husseini s'intitule *Ce n'est pas grave d'être triste.*

Par le biais de son art, Lætitia souligne également son sentiment quant au manque d'accompagnement de la part des services psychologiques de l'UdeM. *« Il faut attendre trois mois pour obtenir une consultation avec un spécialiste,* déclare l'étudiante. *L'art est alors un autre moyen d'extérioriser ce que je ressens. »* [NDLR : Le temps d'attente officiel est de 16 semaines. Voir article page 4.]

L'étudiante de premier cycle en psychologie Samantha Ponnampalam présente quant à elle une œuvre visuelle. Elle a choisi la photographie pour faire passer son message. *« Mon œuvre est un mélange entre photographie et collage,* précise-t-elle. *Je réalise un pêle-mêle avec une photo centrale, et des messages écrits s'y rattachant. »* Samantha cherche à mettre l'accent sur l'importance de prendre soin de soi en tant qu'étudiant.

D'après elle, l'art est un puissant moyen d'exprimer son opinion. *« Une œuvre visuelle peut toucher une plus large étendue de population, dont ceux parlant une autre langue par exemple »,* poursuit-elle. Samantha espère que son œuvre permettra aux étudiants de comprendre qu'il est important de faire attention à sa santé physique et mentale.

L'art thérapeutique

La santé psychologique est un enjeu largement abordé à l'Université, souligne la coordonnatrice des communications de l'Association des étudiantes et étudiants en philosophie de l'UdeM (ADÉPUM), Erika Olivaux. Selon ses dires, la question du bien-être mental est au centre des préoccupations de la FAÉCUM cette année.

Celle qui fait également partie du Comité santé psychologique de l'ADÉPUM explique que le côté participatif est réellement important dans ce projet. *« L'idée de lancer une campagne artistique vient de la volonté de ne pas seulement faire passer un message, mais d'inciter les étudiants à participer*, déclare Erika. *Ce n'est pas la qualité artistique qui motive le projet, mais la création et l'expression. »*

La SoFéPUM a proposé aux participants de présenter une œuvre personnelle de la nature de leur choix, musique et danse exclues, afin de témoigner de leur vision du mal-être à l'Université et de leur expérience vis-à-vis de la santé mentale.

Selon Pauline, la campagne s'inscrit dans la continuité d'un projet de sensibilisation mené par la FAÉCUM pour la prise de conscience du mal-être psychologique. *« Notre souhait est de briser le tabou subsistant autour du sujet de la santé mentale en permettant aux étudiants de s'exprimer à partir d'un objet artistique,* explique-t-elle. *Le but est de donner un espace de rencontre et d'expression à ceux le souhaitant. »*

Les œuvres retenues seront exposées au pavillon de philosophie pendant deux semaines. Le vernissage de l'exposition se tiendra le 4 février prochain.

LA PATTE DE L'EXPERT

Décrypter les grimaces des chats, c'est le défi de la vétérinaire et étudiante au doctorat à l'UdeM Marina Cayetano Evangelista. Elle a étudié 70 chats pour développer une « échelle de grimaces félines » qui mesurera la douleur chez le félin.

PAR ÉDOUARD AMPUY

***Quartier Libre :* Comment met-on au point une échelle pour évaluer la douleur chez le chat ?**

Marina Cavetano Evangelista : Pour arriver à développer cette échelle, j'ai observé, en prenant des vidéos et des photos, tous les chats qui sont arrivés au CHUV (Centre hospitalier universitaire vétérinaire) de la Faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe pendant dix mois, de février à novembre 2017.

Ils appartenaient à des clients qui m'ont donné leur consentement pour que je les étudie. J'ai ensuite comparé leurs expressions faciales avec celles de chats en bonne santé. J'ai évalué 50 chats souffrants, 20 en bonne santé, et c'est l'étude comparative de ces deux groupes qui m'a permis de développer cette échelle de la douleur. Je l'ai appelée l'échelle de grimaces félines.

***Q. L.* : Y a-t-il des critères spécifiques ?**

M.C.E. : Les critères faciaux observés sont : les oreilles, les yeux, le museau, les moustaches et la position de la tête par rapport aux épaules. Chacune de ces cinq catégories reçoit une note de 0, 1 ou 2, ce qui donne à la fin un résultat sur 10. Plus le score est proche de 10, plus le chat ressent la douleur.

Un suivi était en place. Les chats qui souffraient ont reçu des analgésiques, puis il y a eu une nouvelle phase d'observation pour savoir si l'effet du traitement diminuait le score de la douleur. Les vétérinaires auront ainsi la capacité de mesurer la douleur plus précisément et pourront aider les chats souffrants en les traitant de façon adéquate.

Photo : Benjamin Parinaud

Marina Cayetano Evangelista a effectué sa formation de vétérinaire à l'Université de Sao Paulo.

***Q.L.* : Pourquoi avoir décidé de se lancer dans la création de cet outil ?**

M.C.E. : C'est après mon arrivée à Montréal en 2016, pour commencer mon doctorat, que l'idée du projet m'est venue. Nous avons choisi conjointement avec mon directeur de recherche, le professeur de la Faculté de médecine vétérinaire Paulo Steagall, de créer cet instrument de mesure. Il existe déjà des échelles de la douleur chez d'autres espèces animales comme la souris, le lapin, le rat, le cheval et le mouton, qui ont été publiées au cours des sept dernières années. C'est un sujet qui est vraiment sous le feu des projecteurs. Les chercheurs font plus attention aux expressions faciales, car il s'agit d'un moyen simple, pratique et fiable pour mesurer la douleur. Surtout, cette méthode d'observation ne dépend d'aucun équipement et ne nécessite pas de formation technique approfondie.

DU BRÉSIL À MONTRÉAL

Marina Cayetano Evangelista a suivi une formation de vétérinaire à l'Université de Sao Paolo, puis a enchaîné avec une résidence en anesthésie et une maîtrise dans cette même université. C'est dans le cadre de sa maîtrise qu'elle est venue une première fois à l'UdeM en 2015, pour un stage de cinq mois. Son directeur de recherche, le professeur Paulo Steagall, l'a encouragée à y poursuivre son doctorat.

***Q.L.* : Pourquoi ne pas utiliser de paramètres biologiques classiques comme le rythme cardiaque, la respiration ou la chaleur du corps, plutôt que les expressions faciales ?**

M.C.E. : Il y a d'autres échelles qui utilisent ces paramètres, mais elles ne sont pas très fiables pour mesurer la douleur de façon isolée. Le stress ou la peur peuvent également causer une augmentation de la fréquence cardiaque.

On pense que le chat n'est pas très expressif, mais en faisant attention, il est possible d'observer des petits changements d'expression quand il ressent la douleur. Par exemple, les oreilles sont baissées et tournées vers le côté, les yeux sont mi-clos, les traits du visage sont tendus, le museau est moins arrondi et la tête est enfoncée dans les épaules.

***Q.L.* : Est-ce que l'échelle sera disponible pour le grand public ?**

M.C.E. : Nous avons utilisé et validé l'échelle auprès de différents observateurs et professionnels vétérinaires, en nous basant sur les photos et les vidéos. Il faut maintenant qu'elle soit évaluée en temps réel. Ensuite, je souhaite publier, d'ici deux à trois mois, un article en anglais contenant la version complète de l'échelle, dans une revue scientifique en libre accès. Une fois qu'il sera sorti, les vétérinaires pourront accéder à l'échelle et l'utiliser en clinique, et le grand public pourra également la consulter.

Néanmoins, je ne sais pas si le propriétaire ordinaire d'un chat pourrait présentement l'utiliser pour savoir s'il doit amener son chat chez le vétérinaire ou non. En simplifiant l'échelle, on pourrait arriver à ça, mais pour l'instant, elle est un peu trop complexe.

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Sandrine Desforges
COORDONNATRICE AUX AFFAIRES ASSOCIATIVES
interne@faecum.qc.ca

ENSEMBLE, ÇA VA ALLER !

En 2015-2016, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), en collaboration avec le Centre de santé et de consultation psychologique (CSCP) et le Vice-rectorat aux affaires étudiantes et aux études (VRAÉÉ) de l'Université de Montréal, lançait la campagne « Ça va ? », une vaste enquête sur la santé psychologique étudiante, afin de connaître l'état de santé psychologique des étudiantes et des étudiants de l'UdeM, et d'en identifier les indicateurs et les variables. Plus de 10 000 répondants et répondantes avaient participé à l'enquête et les conclusions étaient très inquiétantes. Selon les données recueillies, **75 % des étudiantes et des étudiants ont mentionné vouloir améliorer l'état de leur santé psychologique** et 22 % de la population étudiante de l'Université de Montréal rapportait des symptômes de dépression suffisamment sérieux pour être pris en charge immédiatement.

À la suite des conclusions de l'enquête, la FAÉCUM a rédigé, en 2017, un rapport faisant état de l'utilisation étudiante des services de santé psychologique à l'Université de Montréal. Dans ce rapport, l'accent était mis sur le fait qu'un peu plus de la moitié de la population étudiante ressent le besoin d'obtenir une aide professionnelle en santé psychologique. Or, parmi les personnes dont les symptômes dépressifs sont suffisamment sévères pour nécessiter une prise en charge immédiate, 18 % affirment ne pas en ressentir le besoin. De plus, l'enquête visait à identifier les principaux facteurs prédicteurs de la santé psychologique étudiante sur lesquels il est possible d'agir à titre préventif. Tant au premier cycle qu'aux cycles supérieurs, les variables les plus récurrentes sont le sentiment de solitude, la mauvaise alimentation, et l'insatisfaction quant à la qualité de son sommeil.

Toujours depuis 2017, la FAÉCUM collabore avec une équipe d'intervention de doctorants et doctorantes en psychologie du travail et des organisations de l'Université de Montréal, qui accompagne les associations étudiantes dans l'élaboration et la mise en place de plans d'action visant à améliorer la santé psychologique de leurs membres. L'objectif est d'outiller les associations étudiantes afin qu'elles soient en mesure de développer des initiatives pouvant agir sur les facteurs ayant été identifiés comme étant les plus prédicteurs auprès de leurs membres.

Les enjeux reliés à la santé psychologique des étudiantes et des étudiants sont plus que jamais d'actualité. Non seulement on assiste à une augmentation de la prévalence de ces troubles dans la société en général, mais aussi, selon des données de 2015 de l'Institut de la statistique du Québec, les personnes en âge de fréquenter les universités sont de plus en plus touchées. Déjà en 2008, *Ma santé au sommet* (MSS) rapportait que les étudiants et les étudiantes de l'Université de Montréal placent la santé psychologique au 2e rang de leurs préoccupations de santé, juste après les habitudes alimentaires et avant la pratique d'activité physique.

Devant ces données préoccupantes et les résultats alarmants de l'enquête « Ça va ? », la FAÉCUM continue de se pencher sur la question de la santé psychologique des étudiants et des étudiantes de l'UdeM, sur l'utilisation des services à leur disposition et sur l'offre de nouvelles ressources sur le campus. À la demande des associations étudiantes membres, et en collaboration avec le CSCP et le VRAÉÉ, **la FAÉCUM s'apprête à lancer, le 4 février prochain, une nouvelle campagne visant à sensibiliser la communauté étudiante aux enjeux de santé psychologique** à l'Université de Montréal – notamment en travaillant à démystifier les tabous entourant la santé psychologique –, et à promouvoir, auprès des associations étudiantes membres et des étudiantes et des étudiants membres à titre individuel, les ressources en santé psychologique disponibles non seulement sur le campus de l'Université de Montréal, mais aussi à l'extérieur. Axée sur l'implication de tous et de toutes, cette campagne invitera le campus à se plonger dans un climat de bienveillance. Parce que c'est un devoir collectif d'agir et de s'épauler mutuellement. Parce que si on s'y met tous et toutes ensemble, nous pouvons aider à améliorer la santé psychologique des étudiants et des étudiantes de l'UdeM.

Pour en savoir plus sur la nouvelle campagne qui sera lancée le 4 février prochain, restez à l'affût en consultant la page Facebook et le site Web de la FAÉCUM !

CALENDRIER ÉLECTORAL DE LA FAÉCUM 2019–2020

1ER FÉVRIER
Ouverture de la période électorale

13 FÉVRIER
Soirée d'information

8 MARS
Fin de la période de mise en cadidature

29–31 MARS
Congrès général annuel

Plus de détails à venir
FAECUM.QC.CA

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

ROBOTS EN RAYON

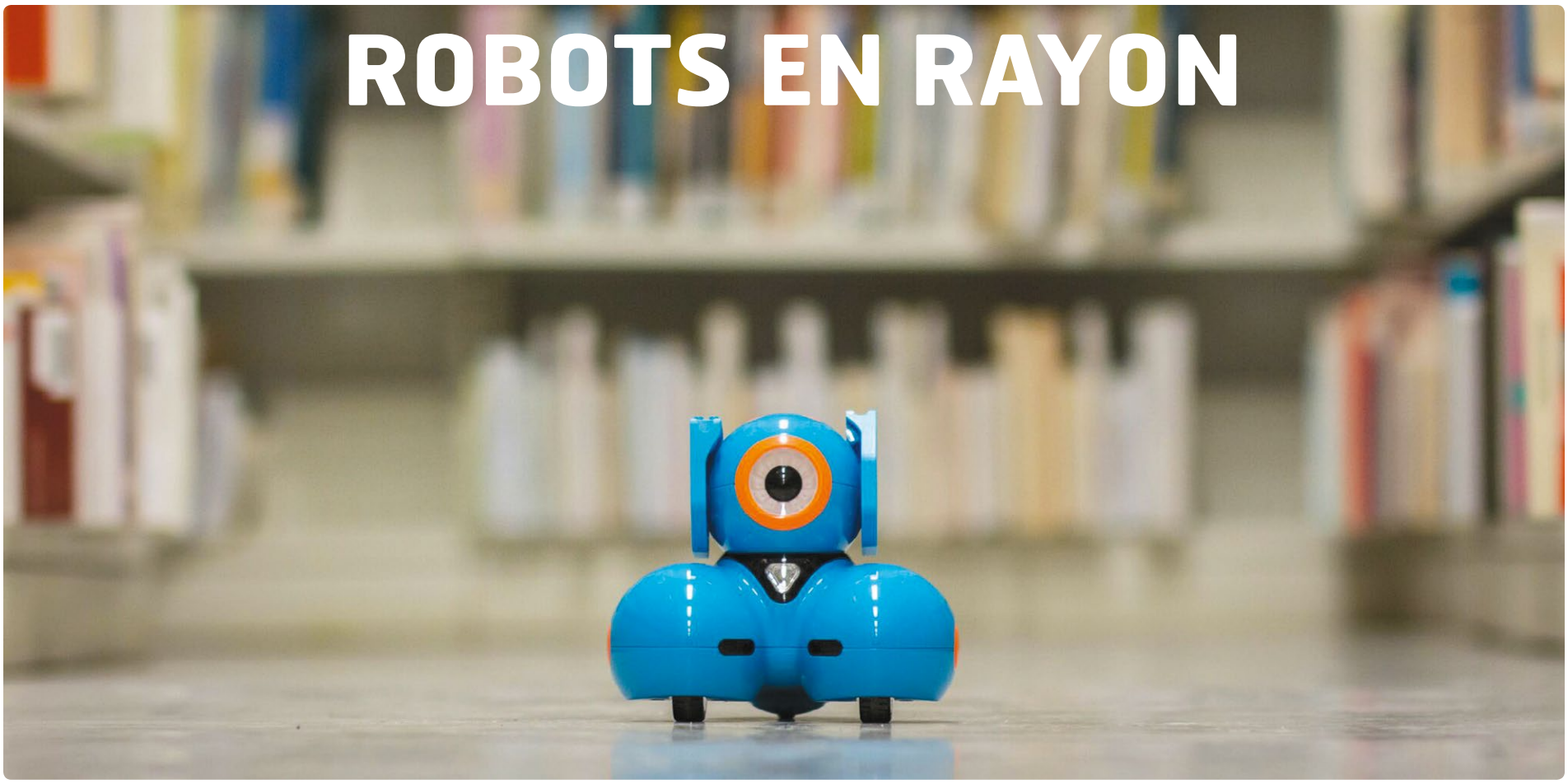


Photo : Benjamin Parinaud

Six robots éducatifs ont fait leur entrée dans deux bibliothèques de l'UdeM. Les étudiants en sciences de l'éducation pourront les emprunter pendant une semaine, afin d'apprendre à les manipuler. L'objectif est de permettre aux futurs enseignants d'incorporer les robots dans leurs salles de classe.

PAR JAMILA TALEB

« *Le but est de permettre aux futurs enseignants de se familiariser avec ces nouveaux outils pédagogiques et de développer des compétences d'enseignement grâce au numérique »,* précise la bibliothécaire en sciences de l'éducation, Valérie Bastien.

C'est avec son collègue bibliothécaire Jean-François Durnin qu'elle a eu l'idée de lancer ce projet pilote. *« Lorsque le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a présenté son Plan d'action numérique* [voir encadré], *il était clair pour nous que les deux bibliothèques qui desservent la communauté en sciences* [les bibliothèques d'ÉPC-Biologie et du Campus de l'UdeM à Laval] *devaient lancer un projet pilote de prêt de robots »,* détaille-t-elle.

Sélection

Le professeur adjoint au Département de psychopédagogie et d'andragogie Normand Roy a mené l'opération de sélection (voir encadré). Selon lui, les appareils choisis permettront de réaliser des activités variées. *« L'idée derrière les robots est, d'une part, d'amener les élèves à travailler la pensée informatique, mais d'autre part, de pouvoir réaliser d'autres apprentissages (mathématiques, français, etc.) en réalisant des activités avec lui »,* précise M. Roy.

Il explique que de nombreuses écoles ont décidé de faire l'acquisition de matériel numérique. *« Les robots pédagogiques font maintenant partie du matériel didactique proposé »*, ajoute-t-il.

Bilan du projet pilote

Pour le professeur, il faut laisser le temps aux élèves de se familiariser avec les robots, pour déterminer si cette offre correspond à la demande. « *L'initiative est trop nouvelle pour pouvoir en voir les retombées,* déclare-t-il. *Il faudra d'abord ajouter les robots dans le parcours de formation. »*

M. Roy affirme que des activités liées à la robotique existent déjà dans certains cours en enseignement à l'UdeM.

LES **ROBOTS**

La bibliothécaire Valérie Bastien et le professeur Normand Roy dressent le portrait de chaque robot :

Blue-Bot : abeille transparente que l'on peut programmer à l'aide de boutons situés sur le robot, ou avec une tablette.

Ozobot : le plus petit des robots prêtés par l'UdeM. Il a la taille d'une balle de ping-pong. Il est doté d'un système de détection des couleurs et s'utilise avec des crayons-feutres.

Souris robot Code and Go : jeu éducatif où l'on doit d'abord construire un labyrinthe, puis programmer la souris-robot afin qu'elle attrape le fromage en passant par le chemin le plus court.

Dash : robot interactif qui fait penser à un Minion. Il offre la possibilité d'ajouter des blocs de construction pour le transformer (voir photo).

Sphero : possède des capteurs de position et de vitesse. Il permet de tracer des graphiques et d'avoir des données très précises.

LEGO Education WeDo 2.0 : ensemble de construction LEGO où l'on est appelé à suivre des étapes pour construire un prototype robotisé.

PLAN D'ACTION NUMÉRIQUE

Le Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur de 2018 à 2023 dispose d'un budget de 1185 millions de dollars et de plusieurs mesures phares qui visent à :

• Soutenir le développement des compétences numériques des jeunes et des adultes (191 M$)

• Exploiter le numérique comme vecteur de valeur ajoutée dans les pratiques d'enseignement et d'apprentissage (204 M$)

• Créer un environnement propice au déploiement du numérique dans l'ensemble du système éducatif (790 M$).

* Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur, Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Gouvernement du Québec, 2018.

NEUTRALISER LE FENTANYL

En réaction à la crise du fentanyl, un opioïde puissant se retrouvant parfois mélangé à d'autres drogues, des étudiants choisissent de se munir d'un kit de naloxone. Ce médicament leur permet d'intervenir en cas d'overdose.

PAR CHARLOTTE MORAND

Dans plusieurs pharmacies québécoises, des trousses de naloxone sont offertes gratuitement à quiconque de plus de 14 ans en fait la demande.

« Je vois souvent des personnes en train de consommer et je me dis que je pourrais sauver une vie », raconte l'étudiante au certificat en toxicomanie Alizée Maillet (photo ci-haut).

Consciente des risques encourus par les consommateurs, elle souhaite pouvoir être en mesure de les aider. Pour cette raison, elle a suivi une formation et garde toujours à disposition son kit de naloxone, qui agit comme un antidote temporaire au fentanyl.

L'étudiante au baccalauréat par cumul Faustine Malaisé est du même avis. En tant que bénévole au sein de l'organisme GRIP Montréal*, la prévention en vue de la réduction des risques lui tient à cœur. *« Je trouve qu'il est important de s'informer sur les drogues quand on est amené à en consommer,* affirme-t-elle. *Ça peut en aider quelques-uns à faire des choix éclairés concernant la consommation. »*

Se former pour agir

La formation suivie par les étudiantes est proposée par plusieurs organismes, comme Méta d'Âme*, choisi par Alizée. *« Ce n'est pas pour empêcher la consommation*, insiste l'étudiante. *C'est vraiment pour réduire* [ses] *méfaits, faire prendre conscience aux gens qu'il peut y avoir des overdoses et les informer sur comment agir. »*

Une telle formation n'est pas obligatoire pour disposer du kit de naloxone. *« La naloxone peut être fournie dans n'importe quelle pharmacie, et ce, gratuitement, à quiconque la demande, que ce soit le patient qui prend des opioïdes lui-même, un proche, un intervenant, ou même une personne concernée avec une situation potentiellement problématique dans son entourage »*, explique le pharmacien Tom Samaha, qui donne également des ateliers de pratiques professionnelles aux étudiants en pharmacie de l'UdeM. Les pharmaciens peuvent eux-mêmes offrir la formation aux personnes qui se procurent ces trousses.

En dépit de l'accessibilité de ces dispositifs, les deux étudiantes interrogées déplorent un manque d'information sur les dangers du fentanyl et sur les solutions en cas d'overdose. *« Même mes amis qui consomment ne sont pas au courant qu'il existe des kits de naloxone pour réagir contre les overdoses »*. raconte Alizée.

Faustine dénonce également le problème de la stigmatisation des drogues. *« S'il y avait moins de stigmatisation autour de la consommation, peut-être que certaines personnes auraient moins hésité pour demander de l'aide, particulièrement quand on a commencé à entendre parler de la crise du fentanyl »,* explique-t-elle.

La situation à l'UdeM

À l'UdeM, aucun cas d'overdose liée au fentanyl n'a été recensé, selon l'attachée de presse de l'Université, Julie Gazaille. Néanmoins, elle soulève que des mesures sont mises en œuvre pour pouvoir agir si une telle situation devait se produire. *« La position de l'institution était de former les agents de la sûreté dès que le problème s'est révélé être un fléau à Montréal,* explique-t-elle. *Nous avons également des trousses de naloxone dans les véhicules d'urgence et au Centre opérationnel de la sûreté, au pavillon Roger-Gaudry, en cas d'intervention liée au fentanyl. »*

En ce qui concerne les évènements organisés par la FAÉCUM, aucun moyen particulier n'a été mis en œuvre, conséquence de l'absence de cas répertorié. Toutefois, l'association assure la sécurité des étudiants par la présence de professionnels qui ont la possibilité d'intervenir. *« Dans nos évènements, les sentinelles ne sont pas spécifiquement formées aux overdoses de fentanyl, mais on a une équipe de premiers soins qui est embauchée pour ça »,* explique le secrétaire général de l'association, Matis Allali.

LA NALOXONE

Si la naloxone renverse temporairement les effets d'une surdose, elle ne prévient pas la surdose elle-même, explique le pharmacien Tom Samaha. Selon lui, le médicament enlève les opioïdes des récepteurs et prend leur place. Il peut rétablir la respiration après quelques minutes. Ses effets sont cependant assez courts, soit entre 30 et 90 minutes, alors que les effets des opioïdes sont souvent plus longs. Ainsi, le pharmacien précise qu'il faut parfois administrer plusieurs doses de naloxone en attendant que le corps métabolise et élimine les opioïdes.

* GRIP Montréal (Groupe de recherche et d'intervention psychosociale) est une organisation à but non lucratif visant à réduire les méfaits de la drogue en milieu festif.

* Méta d'Âme est une association de pairs dont les principes de base sont fondés sur l'autonomisation, ou *empowerment*.

UNE GOUVERNANCE BICÉPHALE

Lorsqu'un projet d'extraction de ressources naturelles est approuvé par le Canada, la consultation autochtone est obligatoire pour l'entreprise intéressée. Les différentes formes de gouvernance autochtone rendent ce processus difficile et entraînent parfois des dissensions entre conseils de bande et chefs traditionnels. Cela s'est récemment produit chez la nation Wet'suwet'en, en Colombie-Britannique.

PAR JEAN-BAPTISTE DEMOUY

Photo : Courtoisie Jean Leclair

Jean Leclair, professeur à la Faculté de droit de l'UdeM.

LA GOUVERNANCE AUTOCHTONE

Les conseils de bande, qui ont juridiction au sein de la réserve, sont le résultat de la Loi sur les Indiens, promulguée en 1876. Selon le gouvernement canadien, environ 200 Premières Nations tiennent des élections aux quatre ans ou moins. Pour s'y présenter, les candidats doivent être membre de la Première Nation et être âgés d'au moins 18 ans.

Le professeur Jean Leclair précise que les chefs traditionnels représentent une forme de gouvernance ayant survécu dans l'ombre malgré la loi.

Le 14 janvier, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) est intervenue au sein de la nation Wet'suwet'en afin de déloger plusieurs dizaines d'opposants à l'expansion d'un projet de pipeline de l'entreprise Coastal GasLink. Ce pipeline doit traverser le territoire traditionnel de la nation pour atteindre la côte et alimenter les marchés d'outre-mer. Bien que les 20 conseils de bande de la nation aient signé l'accord pour sa construction, les chefs traditionnels (voir encadré « La gouvernance autochtone »), qui ne sont pas reconnus par l'État canadien, s'y opposent catégoriquement.

À cette problématique, le professeur à la Faculté de droit de l'UdeM Jean Leclair, qui s'intéresse de près aux questions de droit autochtone, apporte des réponses.

***Quartier Libre :* Quels sont les avantages de signer un tel accord pour les conseils de bande ?**

Jean Leclair : Le secteur des ressources naturelles est celui qui offre les emplois les plus payants et les plus spécialisés pour les populations autochtones. C'est même le secteur dans lequel elles investissent le plus. Ces populations ont parfois jusqu'à 95 % de chômage. Ce type d'opportunités leurs permet donc de se sortir de la misère. Soit, nous, en tant que Blancs, on se dit que tous les Autochtones doivent vivre nus dans la forêt avec leurs arcs, soit on accepte que les Autochtones sont des êtres humains qui sont dans la même situation complexe que nous, et alors on se doit de leur donner la capacité de faire leurs propres choix.

***Q.L. :* L'intervention de la GRC sur les terres wet'suwet'en était-elle légale ?**

J.L. : La question qui se pose, ce n'est pas la légalité, mais la légitimité. Est-ce légitime d'intervenir sans avoir consulté toute la population ? Juridiquement, les terres traditionnelles wet'suwet'en appartiennent au Canada et non à la nation. La GRC a donc autorité pour intervenir. Dans la vision autochtone, l'homme appartient à la terre et non l'inverse, mais avec la signature des traités et la délimitation des réserves, les nations essaient de protéger ce qu'elles peuvent.

***Q.L. :* Quelle est la différence entre conseils de bande et chefs traditionnels ?**

J.L. : L'État canadien ne reconnaît que l'autorité des conseils de bande et ne consulte donc pas les traditionalistes. Les chefs traditionnels des Wet'suwet'en reconnaissent parfois le pouvoir des conseils de bande, mais seulement au sein de la réserve. En ce qui concerne les territoires traditionnels, qui s'étendent bien au-delà de la réserve, ils se considèrent comme les seuls aptes à prendre les décisions.

> *« J'ai donc tendance à croire que le gouvernement va se retrancher derrière les conseils de bande, vu qu'il ne reconnaît que leur autorité. »*
>
> **Jean Leclair**
> Professeur à la Faculté de droit de l'UdeM

***Q.L. :* Quels sont les recours à disposition des Autochtones pour contrer ce type de projets ?**

J.L. : Les traditionalistes pourraient contester l'autorisation des conseils de bande en allant en cour et en se fondant sur la jurisprudence en disant : « Nous, comme Wet'suwet'en traditionalistes, on invoque le fait qu'on a une apparence de titre ancestral. Autrement dit, notre occupation antérieure justifie la reconnaissance de droits. Donc on a le droit d'être consultés au même titre que les conseils de bande ».

***Q.L. :* Et pensez-vous que cela puisse se faire ?**

J.L. : Les traditionalistes ne reconnaissent souvent pas les institutions canadiennes et encore moins les tribunaux. J'ai donc tendance à croire que le gouvernement va se retrancher derrière les conseils de bande, vu qu'il ne reconnaît que leur autorité. C'est un peu ce que le premier ministre a dit. Ce serait très curieux que le gouvernement abandonne. Mais l'opinion internationale est tellement importante aujourd'hui que le gouvernement peut aussi prendre la décision d'aller consulter les traditionalistes. C'est une possibilité.

LA NATION WET'SUWET'EN

Wet'suwet'en est une première nation originaire du nord de la Colombie Britannique. Elle a 20 conseils de bande et 5 chefs traditionnels, avec une séparation bien précise entre ces deux formes de gouvernance.

LE DROIT AU POIL

Cesser de s'épiler en janvier, c'est le défi qu'une étudiante britannique lance aux femmes. Le *Januhairy* a pour objectif de promouvoir une image de la femme sortant du cadre traditionnel. Cette initiative fait écho à une réflexion déjà en marche chez certaines étudiantes de l'UdeM.

PAR LOU CURIEN

Pour la candidate au doctorat en philosophie Anna Corbeil, le choix de ne plus s'épiler s'est fait du jour au lendemain. *« Je ne me suis jamais identifiée au discours qui veut que tes jambes soient belles épilées »*, raconte-t-elle.

Son de cloche similaire chez l'étudiante à la maîtrise en philosophie Fannie Achard. *« Je n'ai tellement pas aimé le résultat de l'épilation, j'avais l'impression d'avoir des cuisses de poulet ! »* lance-t-elle.

Selon l'étudiante, l'épilation offre une fausse sensation de féminité. « *On n'est pas obligé de se sentir féminine pour se sentir bien »*, ajoute-t-elle.

Féministe, poil ou pas

A contrario, l'étudiante au baccalauréat en traduction Yousra Atraoui ne compte pas mettre l'épilateur de côté. *« Je ne suis pas moins féministe qu'une fille qui ne s'épile pas*, affirme-t-elle. *J'aime être épilée et ça, c'est correct. C'est mon droit de paraître d'une certaine façon, c'est personnel, nos raisons n'ont pas à être justifiées. »*

Elle juge qu'il peut parfois être délicat de présenter son poil à des gens qui n'y sont pas habitués, surtout dans un contexte formel. *« Il est dur de changer les choses aussi vite et il est contre-productif de proposer si violemment un nouveau modèle »,* estime Yousra.

Poil politique

« Le sens de la pilosité visible va bien au-delà de sa forme », estime la fondatrice de Maipoils (voir encadré), Paméla Dumont. Pour elle, il y a une contradiction quant à la symbolique du poil féminin et ce qu'il est vraiment. *« C'est un petit tégument* [tissu] *inoffensif, naturellement présent sans traitement esthétique. »*

Photo : Benjamin Parinaud

Paméla soutient que le poil est politique malgré lui. Selon elle, il se pose en symbole : il incarne le fait de ne pas réellement laisser la liberté aux femmes de faire autre chose que ce qui est attendu d'elles. *« Le poil est un élément que les femmes peuvent traiter et sur lequel elles peuvent avoir un certain contrôle pour cadrer dans ce qu'on leur montre partout comme modèles féminins »,* estime Paméla. Selon la fondatrice de Maipoils, elles ne le questionnent souvent pas, mais sont généralement soulagées d'avoir un pouvoir d'action sur leur pilosité.

UNE HISTOIRE DU POIL FÉMININ

Pour la doctorante en histoire à l'UQAM Marilou Tanguay, la norme de l'épilation est assez récente, apparaissant au courant du 20e siècle. *« Plus les jupes se sont raccourcies, et plus les femmes ont été obligées de se raser,* détaille-t-elle. *C'est dans les années 1960-1970 que les épilations étaient les plus complètes. Au 20e siècle, il y avait une volonté d'exalter la différence entre le corps masculin et le corps féminin. Les signes de pilosité sont depuis lors associés au masculin. »*

Marilou ajoute que le *Januhairy* est rendu possible grâce aux réseaux sociaux, qui par leur aspect démocratique permettent aux femmes de faire entendre leurs revendications quant à leur corps en diffusant des discours auparavant marginaux.

MARS, AVRIL, MAIPOILS

L'initiative que Paméla pilote a été fondée en 2017 à Montréal. Celle-ci a pour objectif de parler collectivement des poils et de créer de nouveaux modèles de féminité et de masculinité.

« *C'est le premier mouvement de la sorte dans l'hémisphère Nord »,* déclare Paméla. L'initiative, qui invite toutes et tous à ne pas s'épiler au mois de mai, côtoie le *Get hairy February* australien et maintenant, le *Januhairy* anglais. « *Ce genre d'initiatives permettent le libre choix, car elles montrent ce qu'on ne voit jamais autrement »,* avance la fondatrice de Maipoils.

DÉRÉGLEMENTER LA FACTURE DES AUTRES

À la rentrée d'automne 2019, la facture universitaire pour les étudiants internationaux inscrits aux 1er et 2e cycles pourrait augmenter. Cette déréglementation des droits de scolarité pour les étudiants étrangers, proposée par l'ancien gouvernement libéral de Philippe Couillard, suscite le mécontentement de certains acteurs universitaires au Québec.

PAR FLORENTIN ROY

Jusqu'ici, le montant des droits de scolarité de la plupart des étudiants étrangers était fixé par le gouvernement. Les frais ainsi perçus étaient redistribués dans le réseau des universités québécoises.

L'an prochain, elles pourront déterminer elles-mêmes les montants forfaitaires de la scolarité pour les étudiants internationaux et conserver les frais payés. Selon la Nouvelle Politique du financement des universités présentée en mai dernier, l'objectif est *« d'augmenter les revenus provenant des droits de scolarité des étudiants internationaux pour le réseau universitaire, tout en diminuant les coûts assumés par l'État. »*

> *« Je travaille pour aider mes parents, mais si le coût des études augmente, cela va faire un poids en plus. »*
>
> **Aymane Alaoui Mdaghri**
> Étudiant en année préparatoire

« L'État se désinvestit de sa mission de financer les services publics, observe le chercheur associé à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) Samuel-Élie Lesage. *Maintenant, on fait dépendre le financement* [des universités] *de la fréquentation étudiante.* » Selon lui, l'objectif principal de ce projet est de mettre en compétition les universités.

Peindre l'avenir des universités

Dans une simulation de l'IRIS datant d'octobre 2018, M. Lesage a tenté de peindre le futur visage financier de la gouvernance des universités québécoises. *« Ce que l'on prédit, c'est que ces revenus supplémentaires là serviront avant tout à financer davantage la publicité et le marketing, dans le but d'accueillir davantage d'étudiants étrangers »,* détaille-t-il.

Son étude révèle que les grands gagnants de cette formule de financement sont les universités anglophones montréalaises. *« La capacité des Universités McGill et Concordia à attirer les étudiants internationaux est plus importante que celle des universités francophones »*, précise le chercheur. Il est à noter que pour les universités francophones, la Nouvelle politique prévoit un financement du gouvernement de 9 000 $ par étudiant étranger.

Avec cette mesure, le précédent gouvernement souhaitait augmenter de 15 % le nombre d'étudiants étrangers universitaires au Québec, soit environ 2 500 nouveaux étudiants.

Photo : Pixhere.com

M. Lesage estime que des inégalités sont donc à prévoir au en ce qui concerne financement des universités. Il ajoute que l'aspect financier n'est pas le seul point touché par cette mesure. *« Ce dont on a peur, c'est qu'on vise de plus en plus d'étudiants et d'étudiantes anglophones dans une province francophone »,* s'inquiète-t-il.

Mobilisation étudiante

Différents regroupements d'associations étudiantes font également part de leur inquiétude, dont l'Union étudiante du Québec (UEQ).

Le 25 juillet 2018, l'association nationale publie un avis sur la déréglementation des droits de scolarité des étudiants internationaux. *« L'objectif principal était et demeure de voir le gouvernement reculer sur la question de la déréglementation*, explique le président de l'UEQ, Guillaume Lecorps. *Nous avons déjà réussi à démontrer les effets néfastes de la déréglementation partielle qui a eu lieu en 2008* (voir encadré). *Ce qui en ressort, c'est principalement une iniquité dans la capacité de recrutement des universités* [à l'international] *ainsi qu'une instabilité du financement. »*

L'association fait activement campagne contre le projet de déréglementation du gouvernement. *« Cette formule ne va que renforcer la précarité des étudiants internationaux »,* regrette Guillaume.

La réaction des étudiants étrangers

« C'est possible que j'aie à quitter mes études », déplore l'étudiante à la mineure en arts et sciences à l'UdeM, Mia*. Originaire de Madagascar, elle se dit inquiète en ce qui a trait à ces changements, particulièrement au niveau financier. *« Mes parents me paient mes études,* ajoute-t-elle. *Aujourd'hui, nous payons autour de 8 500 $* [par trimestre]. *Si en septembre, cela augmente, ça va devenir compliqué. »*

De son côté, l'étudiant en année préparatoire Aymane Alaoui Mdaghri a une position plus nuancée. Il considère que pour les universités, cette compétition peut être bénéfique. Selon lui, cela forcera les étudiants étrangers à être plus studieux. L'étudiant marocain émet cependant des doutes. *« Individuellement, c'est plus compliqué,* admet-il. *De mon côté, je travaille pour aider mes parents, mais si le coût des études augmente, cela va faire un poids en plus. »*

L'étudiante chinoise à la maîtrise en linguistique LongJing Chu constate pour sa part une certaine inégalité. *« En tant qu'étudiants étrangers, nous avons moins de bourses et nous payons plus cher,* souligne-t-elle. *Je vais être obligée de travailler plus, ça va probablement me prendre plus d'énergie que les étudiants francophones pour réussir mes études. »*

Le président de l'UEQ abonde dans le même sens et explique que les étudiants étrangers bénéficient de services plus restreints que les autres étudiants.

*Cette étudiante a préféré ne pas donner son nom de famille.

ATTENTE À L'UdeM

« Nous sommes en attente de précisions de la part du gouvernement concernant cette politique, avance la directrice générale du Bureau des communications et des relations publiques de l'UdeM, Sophie Langlois. *Il est prématuré d'émettre un avis aujourd'hui. »* Elle ajoute que pour le moment, il n'y a pas de changements prévus dans les droits de scolarité pour les étudiants étrangers.

DÉRÉGLEMENTATION PARTIELLE

La déréglementation de 2008 avait touché six familles de disciplines du 1er cycle d'études, comme les programmes d'administration ou de génie. À titre d'exemple, un étudiant international en génie à l'UdeM paie 23124,56 $ pour une année d'études.

MARCHÉ NOIR CONTRE MARCHÉ VERT

Trois mois après sa légalisation, le cannabis provenant du marché noir conserve la faveur de certains étudiants. La Société québécoise du cannabis (SQDC) ne semble pas satisfaire tous les habitués du marché illégal.

PAR KARINA SANCHEZ

« *Tout est une question d'accessibilité,* indique le professeur au Département de psychoéducation de l'UdeM, Jean-Sébastien Fallu. *Il y a eu une pénurie* [de cannabis] *qui était prévisible, mais il y a aussi très peu de boutiques, où il faut se déplacer pour attendre dans des longues files d'attente parfois.* » Selon lui, étant donné les circonstances, en plus des prix du cannabis légal qui ne conviennent pas à tous, il est évident que le marché noir va perdurer.

Acheter au noir

Sophie*, étudiante à l'UdeM, fait partie des gens qui continuent d'acheter exclusivement du cannabis auprès de leur revendeur habituel. Après avoir goûté le cannabis de la SQDC via une amie, elle ne vante pas le produit. *« Le* pot *de la SQDC que j'ai essayé n'était pas très puissant, mais il faut prendre en compte que mes amies ont acheté ce qui était le moins cher »*, précise-t-elle.

Il n'en demeure pas moins que le facteur le plus démotivant pour Sophie demeure les prix. *« J'ai l'impression que si on veut vraiment du bon* pot *à la SQDC, il faut payer très cher, comparativement au prix dans la rue »*, estime-t-elle. Une impression que confirme le dernier bilan de Statistique Canada : le cannabis légal coûterait 30 % plus cher que celui du marché noir. Cette étudiante ne compte donc pas effectuer la transition vers le marché légal. *« Surtout que ça fait longtemps que j'achète au même* dealer *dans la rue, alors il me fait de très bons prix »*, ajoute-t-elle.

Passer au magasin

Le coût n'est pas le critère principal de tous les utilisateurs. Les effets sont importants pour l'étudiante en études hispaniques Kathleen Lévesque-Touzin, qui a subi par le passé des effets désagréables en raison des fortes concentrations de **THC** contenues dans certains types de cannabis.

Désenchantée d'avoir vécu une telle expérience, elle apprécie les avantages reliés à l'achat du cannabis en magasin. *« J'aime parler avec une personne formée et choisir un produit selon les effets que je recherche,* relate-t-elle. *Je n'ai pas eu d'effets indésirables jusqu'à présent et c'est parce que je fume seulement du cannabis avec des taux de **CBD** plus élevés que de THC. Pour ce qui est du prix, je trouve que ça en vaut la peine. »*

Également chercheur à l'Institut universitaire sur les dépendances, M. Fallu sonne l'alarme sur les risques liés au cannabis illégal. *« Il n'est pas nécessairement contrôlé et on peut y retrouver toutes sortes de métaux lourds, de moisissures et de pesticides »*, avance-t-il. Des éléments pouvant causer des dommages au cerveau et au corps humain.

Et le cerveau dans tout ça ?

Reste que le cannabis légal soulève lui aussi des inquiétudes, notamment chez les élus. Parmi les multiples effets qu'il provoque, ceux pouvant affecter le cerveau inquiète la Coalition Avenir Québec (CAQ). Le parti souhaite augmenter l'âge légal de consommation à 21 ans. *« Au-delà des théories, quand on regarde les données d'études empiriques, ce que l'on voit c'est surtout des risques liés à la consommation initiée avant 16 ans »*, nuance M. Fallu.

Photos : Benjamin Parinaud

La SQDC rapporte des profits de plus de 40 millions de dollars, fruits de la vente d'environ 5,7 millions de grammes de cannabis.

Plus précisément, consommer du cannabis avec une concentration élevée de THC peut être source de risques, explique-t-il. *« C'est elle* [la molécule THC] *qui est responsable, selon toutes probabilités, des effets potentiels néfastes neurotoxiques et psychotiques du cannabis,* signale-t-il. *Plus c'est* [consommé] *tôt et plus c'est lourd* [en THC], *plus les risques de faire une psychose toxique sont élevés. Même si l'état psychotique est temporaire, quand on en fait une, on peut en refaire d'autres. »*

Pour ce qui est des craintes liées aux risques de développer des maladies mentales, telles que la schizophrénie, le ton du professeur est sans appel. *« Personne de sérieux ne va prétendre que le cannabis va causer la schizophrénie chez des personnes saines »,* affirme-t-il. M. Fallu précise que cela demeure un risque chez les gens prédisposés.

* Nom changé, l'étudiante préférant garder l'anonymat et ne souhaitant pas que son programme d'étude soit mentionné.

THC : cannabinoïde, ou composé psychoactif, responsable des effets psychotropes et physiques du cannabis, que l'on associe à l'effet d'être « high » ou gelé.

CBD : reconnu pour ses vertus médicinales, ce cannabinoïde peut avoir un effet antipsychotique, c'est-à-dire minimiser les effets psychoactifs du THC.

Source : Société Québécoise du Cannabis

SECRETS DE TOURNAGE

Les étudiants au baccalauréat en cinéma ont eu dix jours pour réaliser un court-métrage dans le cadre de la première édition du Festival du film étudiant du MÉDIIAS (FFÉM). Un cadre contraignant dans lequel les participants ont fait preuve d'organisation et de débrouillardise.

PAR FÉLIX MIHIGO

«*Quand tu fais un film, il n'y a rien à remettre au lendemain,* déclare l'étudiante au baccalauréat en cinéma Maëlle Corriveau. *On a une dizaine de jours pour trouver les acteurs, faire un horaire, et trouver l'équipement. Il faut donc être bien organisé et savoir faire preuve de communication dans l'équipe. »* Comme 29 autres étudiants au baccalauréat, elle a pris part au concours initié par le Mouvement des étudiants de l'interactivité, de l'image animée et du son (MÉDIIAS).

L'équipe de Maëlle Corriveau lors du tournage.

Photos : Zachary Oskrdal

À chacun son astuce

Maëlle explique que son équipe a opté pour la simplicité, compte tenu du court délai imposé par le FFÉM, notamment lorsqu'il a fallu définir un lieu de tournage. *« Deux des membres de notre équipe habitent l'appartement où l'on tourne,* indique-t-elle. *C'est pratique, parce qu'on doit occuper les lieux pendant un certain temps et que l'on devait disposer de pièces comme les toilettes et la cuisine. »*

L'étudiante signale que le choix du lieu de tournage est en général une étape compliquée de la réalisation. *« Il faut s'assurer que cela rentre dans le budget, que la place est accessible et qu'elle respecte les critères esthétiques du scénario »,* détaille-t-elle.

Pour s'assurer de la qualité de leur travail, certaines équipes ont été jusqu'à recruter des acteurs. C'est le cas de celle de l'étudiant au baccalauréat en cinéma Charles Décoste, qui s'est entourée de membres de l'Union des artistes, un syndicat représentant des artistes francophones, pour réaliser son court-métrage. Il relève la difficulté de gérer une équipe de professionnels. *« Ça implique d'adopter un certain rythme,* témoigne-t-il. *C'est sûr que si c'est la première fois, ça risque d'être un peu difficile. »*

Charles explique que cette rigueur a conduit l'ensemble du groupe à bien s'organiser. *« Pour nous, ça s'est super bien passé : les acteurs ont vraiment été autonomes,* note-t-il, précisant qu'il a laissé une place importante à l'improvisation dans le script. *C'était plus facile de laisser aller vu qu'on avait pas mal confiance en eux. »*

Une première à l'UdeM

Le coordonnateur à la vie étudiante de MÉDIIAS, Louis-Émile Massé Bourassa, explique qu'il s'est inspiré du format d'un concours organisé par HEC Cinéma, offrant 72 heures aux participants pour réaliser une vidéo de 5 minutes. *« Par contre, chez MÉDIIAS, on l'a mis au niveau d'étudiants en cinéma qui aspirent à faire cela de leur vie, contrairement au concours de HEC qui est ouvert à tous »,* justifie-t-il, rappelant que cette première édition du FFÉM est uniquement ouverte aux étudiants au baccalauréat en cinéma de l'UdeM.

Trente étudiants en cinéma ont participé à cette première édition du concours.

Louis-Émile confie que les organisateurs du festival ont cherché à mettre tous les participants sur un pied d'égalité en imposant des contraintes précises. L'objectif étant de guider les étudiants qui réaliseraient leur premier court-métrage. *« On a sélectionné un thème : l'idole ; et une chose à inclure un peu loufoque : un animal,* poursuit-il. *L'objectif est de permettre à tous les étudiants de partir au même niveau pour que tout le monde ait sa chance de gagner un prix. »* Louis-Émile concède toutefois que rien n'est figé et que la formule pourrait changer lors des prochaines éditions.

D'après la page Facebook de l'évènement, les participants ont eu jusqu'au 23 janvier pour déposer leurs œuvres. Après une semaine de délibération, une soirée de projection et de remise de prix, ouverte à tous, est prévue au Ciné Campus le 31 janvier.

Seuls huit courts-métrages seront présentés ce soir-là et pourront remporter des prix dans quatre catégories : meilleur scénario, meilleure image, meilleure prise de son, ainsi qu'un prix du public pour le meilleur film.

CULTURE | **THÉÂTRE**

LE TUM DANS SA BULLE

La bande dessinée s'est invitée dans la dernière représentation du Théâtre de l'UdeM (TUM). Inspirée de l'univers de *Charlie Brown*, la pièce *Peanuts* a proposé aux acteurs et à la metteure en scène, Chantal Dupuis, un défi rythmé par sa multitude de tableaux.

TEXTE ET PHOTOS PAR ROMEO MOCAFICO

« *Le rythme de la pièce est super précis,* annonce Mme Dupuis. *C'est facile de le suivre à la lecture, comme lorsqu'on lit une bande dessinée* (BD), *mais le jouer au théâtre, c'est autre chose.* » L'auteur de la pièce, Fausto Paravidino, s'est inspiré du *comic strip* de Charles M. Schulz pour créer cette pièce présentée les 25 et 26 janvier au Centre d'Essai.

Garder le rythme

Pour la réaliser, Mme Dupuis a décidé de rester fidèle aux codes de la BD en découpant la pièce en 23 courts tableaux. *« D'une certaine façon, je l'ai construite comme ça pour rappeler les bulles de la bande dessinée*, note-t-elle. *Entre chaque, on a quelque chose qui évolue, du temps qui a passé. »* Elle confie que ce format a permis de mieux marquer les ellipses et de donner du rythme à la représentation. Ces distinctions sont, d'après la metteure en scène, nécessaires à la compréhension de la dramaturgie de *Peanuts*.

L'acteur et étudiant en sciences cognitives Camille Houssin apprécie ce rythme qui confère à la pièce son caractère dynamique. Toutefois, il avance que les transitions entre chaque tableau ont constitué le plus gros défi de la représentation. *« Si on perd le rythme, on perd le fil de la pièce,* précise celui qui incarne le personnage principal. *Au théâtre, la transition ne doit pas se voir, il ne faut pas avoir de ruptures entre chaque tableau. C'était la plus grosse difficulté dans le jeu. »*

23

Nombre de tableaux de la pièce

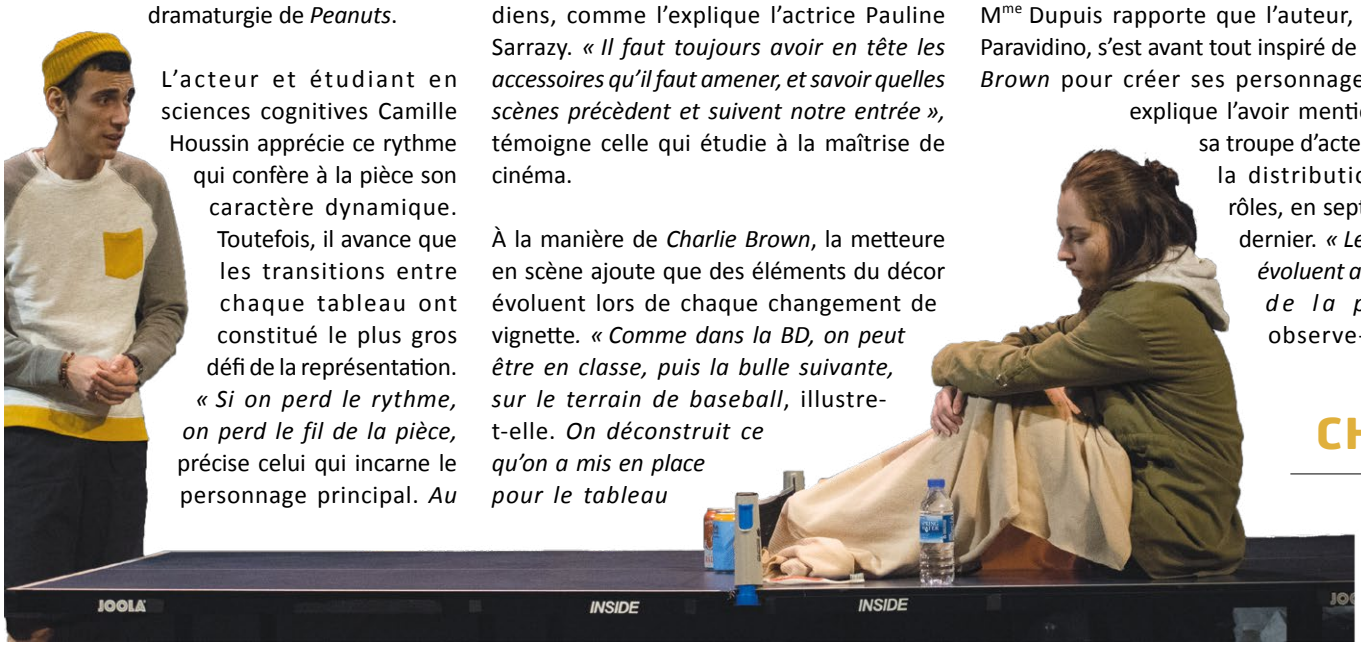
Comme pour évoquer les transitions entre les cases d'une bande dessinée, Mme Dupuis a voulu que chaque tableau démarre rapidement. Un élément au service de la fluidité de la pièce, mais qui complique le jeu des comédiens, comme l'explique l'actrice Pauline Sarrazy. *« Il faut toujours avoir en tête les accessoires qu'il faut amener, et savoir quelles scènes précèdent et suivent notre entrée »,* témoigne celle qui étudie à la maîtrise de cinéma.

À la manière de *Charlie Brown*, la metteure en scène ajoute que des éléments du décor évoluent lors de chaque changement de vignette. *« Comme dans la BD, on peut être en classe, puis la bulle suivante, sur le terrain de baseball*, illustre-t-elle. *On déconstruit ce qu'on a mis en place pour le tableau d'avant. On ne voulait pas d'un huis clos d'une heure ! »* Elle ajoute que d'autres éléments de scénographie, tels que l'éclairage et les jeux de lumière, participent à ces changements d'ambiance.

Des personnages en mouvement

Mme Dupuis rapporte que l'auteur, Fausto Paravidino, s'est avant tout inspiré de *Charlie Brown* pour créer ses personnages. Elle explique l'avoir mentionné à sa troupe d'acteurs dès la distribution des rôles, en septembre dernier. *« Les rôles évoluent au cours de la pièce,* observe-t-elle. *On y retrouve des jeunes de 15-20 ans qui se positionnent sur leur vision du monde et sur leur statut d'être humain. Ils ont des discussions d'adultes, comme dans* Charlie Brown. *»* L'œuvre met en scène des luttes de pouvoir au sein d'un groupe d'amis plongé dans un système de violente répression. L'intensité de la pièce s'affirme au fil des tableaux.

La metteure en scène signale qu'elle a préféré s'éloigner de l'univers de Snoopy pour la préparation de ces rôles. *« On aurait pu coller encore plus à la BD, notamment grâce aux costumes et à la langue, mais je voulais avoir des jeunes d'ici, du Québec, et en 2019 »,* conclut-elle. Elle note avoir dû introduire quelques expressions québécoises afin de rendre la pièce, dont la traduction originale est très française, la plus actuelle possible.



SORTIR DU CADRE

Il est assez rare, d'après le responsable de l'atelier de BD du service des activités culturelles de l'UdeM (SAÉ), Ronnie Munter, de voir des adaptations de bande dessinée au théâtre. L'enseignant considère qu'il s'agit là de deux arts offrant la place à des créations nouvelles plus qu'à des adaptations. *« Le théâtre a ce potentiel à créer de nouvelles pièces, ou celui de représenter des pièces classiques d'un art déjà séculaire,* insiste l'enseignant. *Être à la fois original et rester fidèle à l'œuvre originale dans l'adaptation d'une BD, c'est un enjeu important lorsque l'on considère le temps et le travail que cela implique. »*

À l'inverse, M. Munter précise que l'on retrouve des adaptations de plusieurs classiques du théâtre dans le monde de la BD. Il donne comme exemples les inspirations de Shakespeare chez Neil Gaiman ou celles de Cyrano de Bergerac de Fanch Juteau.

CHARLES MONROE SCHULZ

Né en 1922 à Minneapolis, cet auteur de bande dessinée américain a créé la série *Charlie Brown* en 1950. Jusqu'à sa mort en février 2000, il a quotidiennement écrit et dessiné les aventures du personnage, comptabilisant plus de 17 897 bandeaux.

CINÉMA, MONDE PHILOSOPHIQUE

Le postdoctorant en philosophie à l'UdeM Pierre-Alexandre Fradet a fait le pari de montrer que la fiction permet d'atteindre le réel. Dans son livre *Philosopher à travers le cinéma québécois,* paru en décembre, il entremêle théories et 7e art pour mettre en lumière la dimension philosophique des œuvres québécoises.

PAR CÉLINE MIMAULT

***Quartier Libre* : Quelles notions philosophiques abordez-vous dans votre ouvrage ?**

Pierre-Alexandre Fradet : Dans mon livre, je soutiens que le cinéma nous permet d'accéder à la réalité. Le pari que j'ai relevé, c'est de montrer comment la scène cinématographique peut nous connecter à ce que j'appelle le **réel extra-mental**.

Je m'inspire d'un courant philosophique appelé le réalisme spéculatif, qui dit que l'on peut créer la réalité. Pour moi, tous les choix artistiques peuvent révéler des parts du réel. J'ai essayé de concilier l'image, **le sens commun** et la question du réel. Je traite de la question du sens commun, car il constitue une sorte de courroie de transmission entre l'image et le réel lui-même.

***Q. L.* : Les œuvres cinématographiques ont-elles toutes une portée philosophique ?**

P-A. F. : Oui, il y a une philosophie propre aux œuvres cinématographiques. Le cinéma pense par lui-même, il est capable de développer des réflexions tout aussi étonnantes que la philosophie écrite. L'œuvre en elle-même peut révéler plusieurs choses à la fois, y compris des choses dont les réalisateurs ne sont pas conscients. Aucune n'en serait exclue, mais même au-delà des œuvres, je dirais que tout objet peut être abordé d'un point de vue philosophique. Aller au cinéma, c'est philosopher.

***Q.L.* : Pourquoi vous êtes-vous intéressé à la question du réel dans le cinéma ?**

P-A. F. : Je vais souvent au cinéma, qui est un tremplin vers la réflexion philosophique. C'est un complément à la fois divertissant et stimulant à la philosophie. J'avais déjà écrit un livre, mais sur le cinéma documentaire, notamment avec le travail de Pierre Perrault. Je me suis dit que la fiction pouvait tout autant permettre un accès au réel. C'est ce qui m'a amené à écrire ce livre.

On ne parle jamais du réel en soi dans les études cinématographiques, car c'est un terme cru. Dans le cinéma, il est devenu courant de dire qu'on ne peut pas atteindre le réel avec les images, parce que certains choix artistiques corrompraient notre accès au réel.

***Q. L.* : Quels films vous ont particulièrement marqué dans vos recherches ?**

Photo : Benjamin Parinaud

Pierre-Alexandre Fradet évoque dans son livre les thèmes du réel, du sens commun et de l'intensité.

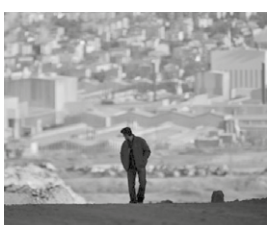
P-A. F. : L'œuvre de Pierre Perrault permet de penser philosophiquement le rapport au réel. Aussi, *Nuit #1,* d'Anne Emond, qui porte sur l'essoufflement de la culture de l'intensité dans le sexe. Elle fait état de personnes essoufflées qui ne font que chercher une nouvelle dynamique à leur routine, mais qui finissent par se vider de tout espoir. Ce film permet de prendre du recul par rapport à la recherche de l'intensité.

Sinon, les cinq premiers films de Xavier Dolan, et notamment *Mommy,* qui parle du traitement enthousiaste de la culture populaire.

D'un point de vue plus personnel, la série *Contes pour tous* nous révèle certaines convictions de ce que l'on considère comme le réel lui-même.

RÉEL
Le réel extra-mental, le monde tel qu'il est indépendamment de notre esprit.

SENS COMMUN
Contenu de croyances partagées, ou une faculté partagée, ou un usage commun.



LE POIRIER SAUVAGE
Drame de NURI BILGE CEYLAN
30 JANV.
16 H 45 / 20 H

BORDER
Drame fantastique de ALI ABBASI
5 FÉVR.
16 H 45 / 21 H 30
6 FÉVR.
16 H 45 / 19 H 15 / 21 H 30

BAGAGES
Documentaire de PAUL TOM
5 FÉVR.
19 H

CINÉ-COMPLAK

JANV. FÉVR. 2019

THE FAVOURITE
Drame historique de YORGOS LANTHIMOS
12 ET 13 FÉVR.
16 H 45 / 19 H 15 / 21 H 30

TARIFS
ÉTUDIANT **4$**
ADMISSION GÉNÉRALE **5$**

INFO-FILMS
514 343-6524 // sac.umontreal.ca
Centre d'essai // Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, 6e étage

saé activités culturelles
Université de Montréal
et du monde.

REDORER LE BLASON DU MÉTAL

Les étudiants de la Faculté de l'aménagement sont invités à présenter une trentaine de leurs œuvres lors de l'exposition *Aluminium, regards nouveaux sur la matière,* au Centre d'exposition de l'UdeM. Concentrés autour de l'aluminium, les projets explorent ce matériau qui concilie avantages techniques et respect de l'environnement.

PAR PAUL ROTHÉ

« *Le projet d'exposition est avant tout une expérience qui donne une nouvelle perception de l'aluminium »,* souligne l'étudiante au baccalauréat en design d'intérieur Meggan Roy. Tout comme les autres étudiants en architecture, en design industriel et en design d'intérieur, elle a été invitée à présenter son projet réalisé au cours de la session précédente.

> « *Changer la vision du public et du milieu vis-à-vis de ce matériau qui n'est pas apprécié et utilisé à sa juste valeur.* »
>
> **Catherine Aubertin**
> Étudiante en design intérieur exposant une œuvre.

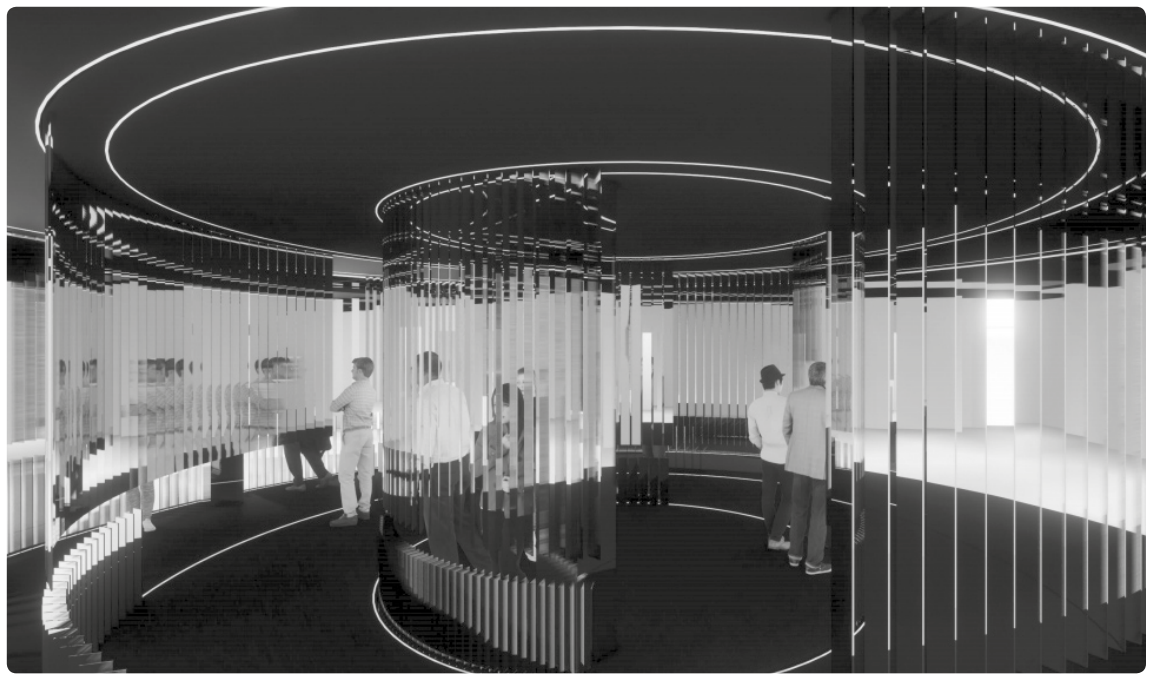
D'après le commissaire de l'exposition, Jean Therrien, l'objectif du projet est d'entraîner les étudiants à imaginer des futurs probables. Il raconte que l'évènement, tourné vers l'avenir, cherche à dessiner les contours de ce que pourrait être le monde de demain.

Un matériau aux atouts multiples

Pour M. Therrien, l'aluminium présente de nombreux avantages. *« Il est léger, malléable et a des qualités sur le plan expressif,* avance celui qui constate une grande sensibilité de la part des étudiants pour le développement durable. *Il est anticorrosion, donc ça lui donne une certaine longévité. »* Cependant, bien que l'industrie de l'aluminium mette principalement en avant cette caractéristique, le professeur à l'École de design rappelle qu'en produire consomme beaucoup d'énergie.

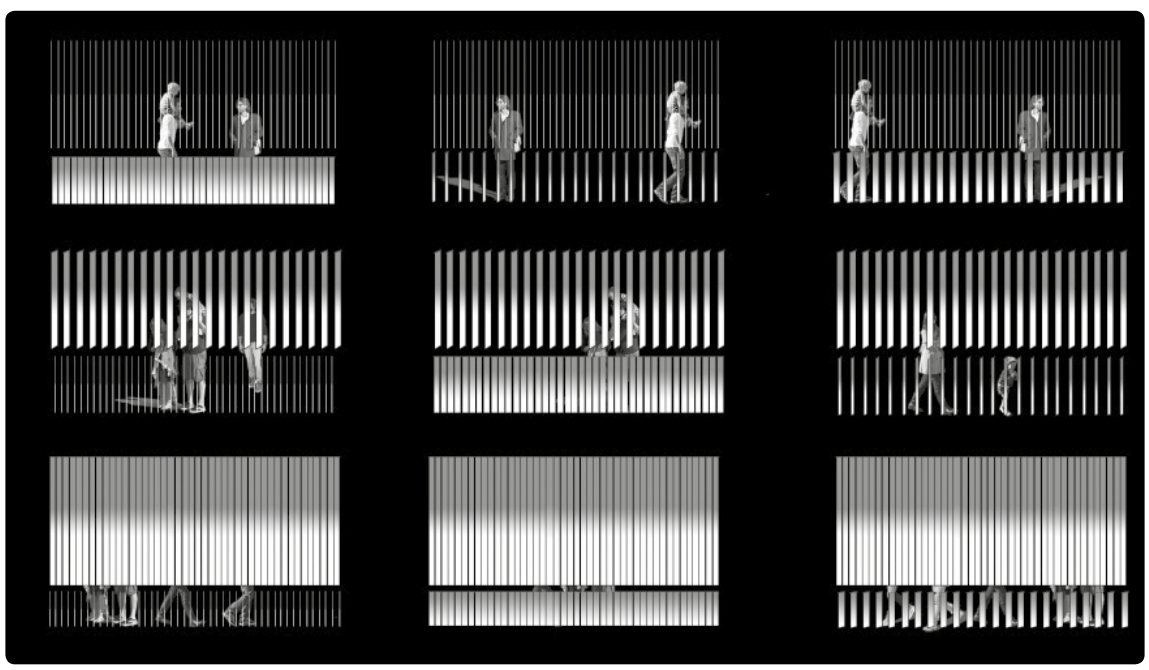
L'étudiante au baccalauréat en design d'intérieur Roxanne Sarrazin, présentant une œuvre à l'exposition, cherche à comprendre sous quelles conditions ce matériau peut s'inscrire dans une démarche écoresponsable. *« Ça peut être une matière de prédilection pour les constructions durables, surtout s'il est employé sous sa forme recyclée,* précise-t-elle. *L'aluminium de première fusion nécessite beaucoup d'énergie, et malgré le fait que l'énergie employée au Québec est beaucoup plus verte que dans d'autres pays, nous utilisons un minerai extrait outre-mer pour la création de cette matière. »*

La production d'aluminium de deuxième fusion nécessite 95 % moins d'énergie que la production d'aluminium de première fusion, explique celle qui pose un regard enthousiaste mais nuancé sur ce matériau. *« Donc, si nous utilisons de l'aluminium recyclé localement pour les nouvelles constructions, je pense que ça devrait prendre une place importante »,* estime Roxanne.



Photos : Catherine Aubertin et Samira Thameur

Catherine Aubertin et Samira Thameur ont conçu un dispositif spatial qui mise sur l'exploration de la dimension vécue de l'aluminium.
Le dispositif rotatif explore les rencontres sensibles entre l'humain et l'aluminium : des lamelles d'aluminium poli positionnées à différents angles d'ouvertures, fixées à un plancher et un plafond circulaires en rotation se rencontrent pour exprimer la symbiose homme-aluminium à différents niveaux.



Le dernier volet du symposium

Les attentes à l'égard de l'exposition sont importantes, notamment pour l'étudiante en design d'intérieur Catherine Aubertin. *« J'espère que cette exposition permettra de changer la vision du public et du milieu vis-à-vis de ce matériau qui n'est pas apprécié et utilisé à sa juste valeur »,* observe l'exposante.

L'exposition s'inscrit dans le cadre d'un congrès amorcé en septembre 2018, dont l'objectif est de rapprocher les mondes professionnel, industriel et universitaire. Jean Therrien indique que l'industrie de l'aluminium (AluQuébec) et l'UdeM sont ainsi partenaires de ce projet.

Le commissaire de l'exposition rappelle que ce symposium, présenté par la Faculté de l'aménagement, s'articule autour de plusieurs volets. L'exposition, qui se clôture le 2 mars, n'en est que l'ultime volet.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

L'ENVERS DE LA MATRICE

Artiste invité

FouKi

PARTY 2E ÉTAGE

7 FÉVRIER.....22 H 30

BILLET : 20 $.....18 ANS ET +

#crnvY2K
FAECUM.QC.CA

FAÉCUM

P·H·A·R·E

SANS OUI C'EST NON!